Document generated on 04/24/2024 10:18 a.m.

Études internationales

Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec
II – Les relations extérieures du Québec

Louise Louthood

Volume 11, Number 2, 1980

URI: https://id.erudit.org/iderudit/701049ar
DOI: https://doi.org/10.7202/701049ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Louthood, L. (1980). Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec : iI – Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, *11*(2), 329–335. https://doi.org/10.7202/701049ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1980

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

fin mars :

- De passage à Paris où il représente le Canada, à la Conférence de l'A.C.C.T., M. MacGuigan rencontre le ministre français des Affaires extérieures, M. Jean François-Poncet. À cette occasion, les deux hommes discutent des grands problèmes internationaux de l'heure.
- Selon des sources gouvernementales ouest-allemandes, le contrat qui sera conclu entre l'Argentine et la R.F.A., en matière d'échange nucléaire, ne suscitera pas la réprobation des autorités canadiennes et américaines.

25 au 27 mars :

- M. Mark MacGuigan préside la délégation canadienne à la Conférence générale extraordinaire de l'Agence de coopération culturelle et technique qui se tient à Paris.

27 mars :

- M. Mark MacGuigan déplore l'assassinat de l'Archevêque Oscar A. Romero et dit espérer un règlement pacifique des problèmes du Salvador.
- La mission permanente du Canada auprès des nations Unies annonce la nomination de M. Michel Dupuy comme ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Canada auprès de cette organisation.

II - Les relations extérieures du Québec

(janvier à mars 1980)

A — Aperçu général

Du 3 au 5 mars, les délégués généraux se réunissaient à Québec, comme chaque année, pour fixer «la stratégie globale de la politique gouvernementale à l'étranger[1]». Peu de déclarations ont émané de cette réunion. Il est apparu toutefois que de nombreux postes devront prochainement être comblés dans les délégations : ainsi, les délégués généraux seront nommés à Mexico et à New York, de même que de nombreux conseillers en coopération[2].

Déjà au cours de l'hiver, le débat constitutionnel envahissait la scène politique interne. Dans ce contexte, il fallait s'attendre à ce que les préoccupations internationales aient un impact moindre. Aussi, nous n'avons pu noter, au cours de ce premier trimestre, que peu d'événements au chapitre des relations extérieures du Québec.

B — Le Québec et les États-Unis

Les relations du Québec avec les États-Unis, au cours de l'hiver, ont été marquées par les événements suivants : un emprunt de l'Hydro-Québec sur le marché américain ; la poursuite de la querelle juridique entre le gouvernement québécois et la compagnie General Dynamics ; enfin, l'élaboration de projets de coopération avec la Californie, la Louisiane et l'État de New York. Dans les lignes qui vont suivre, nous examinerons successivement ces dossiers.

Notons d'abord que la société Hydro-Québec prévoit réaliser des emprunts de l'ordre de $ 2,2 miliards en 1980. Selon M. Edmond Lemieux, vice-président aux Finances de la Société, il est probable que la moitié de cette somme provienne du marché canadien, et l'autre moitié

1. Christian CHARCOSSEY, *Le Devoir,* 22 février 1980, p. 18.
2. Paul BENNETT, *Le Soleil,* 10 mars 1980, cité par *L'Argus,* 11 mars 1980, p. 19.

des marchés étrangers[3]. Au cours du premier trimestre de 1980, l'Hydro-Québec réalisait partiellement cette seconde éventualité en émettant un emprunt de $ 300 millions sur le marché américain. La première tranche de, $ 100 millions, viendra à échéance le 1er février 1987, tandis que la seconde tranche, de $ 200 millions, viendra à échéance le 1er février 2010[4].

Le projet de nationalisation de la Société Asbestos allait connaître de nouveaux développements juridiques au cours du premier trimestre de l'année. Ainsi, au début de janvier, on apprenait que le gouvernement projetait d'en appeler à la Cour suprême pour renverser le jugement de la Cour d'appel qui, en décembre 1979, accordait à la Société Asbestos l'injonction lui permettant de retarder la nationalisation[5].

La Cour supérieure du Québec devait statuer, le 14 janvier, sur la constitutionnalité de la loi d'expropriation, cette procédure faisant suite à une requête de la Société Asbestos[6]. L'intention du gouvernement d'en appeler à la Cour suprême devait toutefois imposer un délai à la procédure: la requête de la Société Asbestos ne serait ainsi entendue que le 14 avril. Dans l'intervalle, le gouvernement renonça à recourir immédiatement au jugement de la Cour suprême. Le ministre des Finances, M. Jacques Parizeau, déclarait alors préférer

> débattre tout de suite sur la question de fond, à savoir si oui ou non la province a le droit d'exproprier la Société Asbestos[7].

Au début du mois de janvier, le délégué général du Québec à Los Angeles, M. Yves Labonté, annonçait qu'une association Québec-Californie serait mise sur pied dès le début du mois suivant. Selon M. Labonté, il ne restait alors qu'à concrétiser le projet «en rassemblant les Québécois qui vivent actuellement en Californie[8]», qu'ils soient devenus citoyens américains ou non.

En février, le ministre des Affaires intergouvernementales révélait que, depuis 10 ans, quatre cents enseignants québécois ont été envoyés en Louisiane dans le cadre des programmes de coopération mis en oeuvre par les gouvernements. Il a été prévu, au cours de la réunion annuelle du Comité conjoint Québec-Louisiane, que cinquante enseignants québécois s'y rendront en 1980 (ce nombre était de trente-neuf l'année dernière). De plus, le gouvernement québécois s'est engagé à participer à l'organisation d'une station de télévision éducative[9]. Selon les porte-parole des deux gouvernements, $ 125,000 seront consacrés par le gouvernement québécois à la coopération avec la Louisiane pour l'année 1980[10].

Toujours au cours du trimestre d'hiver, une entente était conclue entre les universités québécoises et un consortium de 64 universités de l'État de New York. Aux termes de l'entente, cinq étudiants pourront, de part et d'autre, profiter de prêts et de bourses leur permettant d'étudier un an à l'étranger, tout en demeurant inscrits dans leur pays d'origine[11].

Notons finalement que le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, M. Yves Duhaime, annonçait en février le lancement d'une offensive touristique visant à attirer les Américains au Québec. La première phase de la stratégie prévue consiste en une vaste campagne publicitaire dont les coûts sont évalués à environ $ 2 millions[12].

3. *La Presse,* 10 janvier 1980, cité par *L'Argus,* 10 janvier 1980, p. 9.
4. *Le Devoir,* 19 janvier 1980, p. 10.
5. *Ibid.,* 9 janvier 1980, pp. 1 et 6.
6. *Ibid.,* 4 janvier 1980, p. 11.
7. *La Presse,* 6 février 1980, cité par *L'Argus,* 6 février 1980, p. 65.
8. Raymond GAGNÉ, *Le Soleil,* 12 janvier 1980, cité par *L'Argus,* 14 janvier 1980, p. 4.
9. Ministère des Affaires intergouvernementales, *Québec-Inter,* vol. 1, no 2 (février 1980), p. 2.
10. Raymond GIROUX, *Le Soleil,* 9 février 1980, cité par *L'Argus,* 11 février 1980, p. 9.
11. Ministère des Affaires intergouvernementales, *op. cit.,* vol. I, no 2 (février 1980), p. 3.
12. Dollard MORIN, *La Presse,* 16 février 1980, cité par *L'Argus,* 18 février 1980, p. 15s.

C — Le Québec et l'Europe occidentale

Au cours de l'hiver, les relations entre le Québec et l'Europe occidentale ont été ponctuées par les séjours de ministres, de parlementaires et de fonctionnaires québécois sur le continent européen, plus particulièrement en Belgique et en France.

1 — LA BELGIQUE

À la fin de janvier, le président de l'Assemblée nationale, M. Clément Richard, dirigeait une mission parlementaire à Bruxelles. La Délégation de l'Assemblée nationale se composait de six personnes. Le but du voyage était d'assister à la deuxième réunion du Comité mixte de coopération interparlementaire entre la Belgique et le Québec[13].

2 — LA FRANCE

Vers la mi-janvier, Mme Lise Payette, ministre d'État à la Condition Féminine, était de passage en France, accompagnée de deux membres de son Cabinet. En mission d'information, Mme Payette rencontrait diverses personnalités oeuvrant à l'amélioration de la condition féminine. À titre d'exemples, signalons les entretiens qu'elle a eus avec Mme Françoise Giroud, ex-secrétaire d'État à la condition féminine, Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'État au Travail, Mme Simone Veil, présidente du Parlement européen, et Mme Françoise Gaspard, maire de Dreux. Mme Payette justifiait sa quête d'information par l'argumentation suivante:

> Cela coûte moins cher de venir voir une étude déjà faite en France, et qui est pertinente, que d'en commander une de toutes pièces au Québec[14].

Au cours du mois de mars, M. Michel Lussier, sous-ministre adjoint aux Affaires municipales, participaient en France à des discussions sur le problème de la réforme des collectivités locales. M. Lussier était accompagné par le président de l'Union des municipalités, M. Jacques O'Bready, et le président de l'Union des conseils de comtés, M. Jean-Marie Moreau. Notons que les représentants québécois étaient reçus, au cours de leur séjour, par M. Jacques Chirac, maire de Paris[15].

Le 9 mars, l'Office franco-québécois pour la Jeunesse rendait public son rapport annuel. Selon les chiffres cités, 1428 Québécois ont pu effectuer un stage en France en 1978, dans le cadre des programmes mis en oeuvre par l'Office, tandis que 1432 Français séjournaient au Québec[16].

Au début de l'année, le ministère des Affaires intergouvernementales révélait ce que seront les nouvelles structures de travail de la Commission permanente de coopération franco-québécoise, telles qu'elles ont été définies, en novembre 1979, par la vingt-huitième session de cet organisme. Des conseils d'orientation seront mis sur pied dans les secteurs suivants, remplaçant les organismes qui y oeuvraient jusque-là:

> coopération en éducation; coopération universitaire en recherche; coopération en formation permanente et professionnelle; coopération dans les domaines des affaires sociales et de la santé; coopération dans les secteurs des affaires culturelles et de la communication; coopération technique[17].

---

13. Normand GIRARD, *Journal de Québec,* 23 janvier 1980, cité par *L'Argus,* 23 janvier 1980, p. 17.
14. Louis-Bernard ROBITAILLE, *La Presse,* 19 janvier 1980, cité par *L'Argus,* 27 janvier 1980, p. 14.
15. *Le Soleil,* 24 mars 1980, cité par *L'Argus,* 25 mars 1980, p. 13.
16. *Le Devoir,* 10 mars 1980, cité par *L'Argus,* 10 mars 1980, p. 12.
17. Ministère des Affaires intergouvernementales, *op. cit.* vol. 1, no 1, janvier 1980, p. 3.

L'hiver a été aussi l'occasion pour M. Claude Michaud, délégué général du Québec à Paris, d'expliquer en France l'enjeu référendaire. Selon M. Michaud, son rôle de délégué général exige qu'il expose «à l'autorité politique française et à l'opinion publique l'objectif de la souveraineté-association et les arguments des opposants à ce projet[18]». Toujours au sujet du débat référendaire, soulignons l'appui de M. Michel Rocard, du parti socialiste français, à l'option du OUI. Il exprimait cette opinion dans une lettre adressée à M. Claude Morin, à la fin du mois de mars[19].

D — Le Québec et l'Amérique Latine

Sous cette rubrique, nous évoquerons les relations qu'a entretenues le Québec, au cours de l'hiver, avec trois pays de l'Amérique Latine, soit Cuba, le Mexique et le Vénézuela.

1 — CUBA

À la fin de janvier, le président d'Hydro-Québec International, M. Guy Monty, et le vice-président au développement des marchés, M. Michel Boudriau, se rendaient au Brésil et au Vénézuela. Ce voyage s'inscrivait dans le cadre du programme de la filiale d'Hydro-Québec qui, en 1980, veut «se tailler une place sur le marché latino-américain[20]». Les pays visés par le programme sont les suivants: l'Argentine, le Brésil, le Mexique, le Vénézuela, la Colombie, Panama, Cuba et Haïti.

Selon le ministère des Affaires intergouvernementales, les contacts avec Cuba dans le secteur énergétique ont pu être amorcés lors du séjour au Québec, en octobre 1979, du ministre cubain de l'Industrie électrique, M. José-Luis Beltran. En janvier 1980, on annonçait le départ imminent pour Cuba d'une mission de l'Hydro-Québec International. Selon la source gouvernementale déjà citée,

> La visite en novembre dernier, à Cuba, du vice-président d'Hydro-Québec International, M. Michel Boudriau, (...) laisse prévoir des retombées intéressantes pour Hydro-Québec et ses filiales[21].

De plus, les relations commerciales entre le Québec et Cuba pourraient, dans un avenir prochain, s'étendre aux secteurs suivants: la construction d'hôtels, la location de bateaux, l'achat de lait en poudre, la recherche dans le domaine de l'élevage et de l'agriculture[22]».

2 — LE MEXIQUE

Les derniers préparatifs pour l'ouverture de la délégation du Québec au Mexique ont eu lieu au cours de l'hiver. Certains détails restaient à régler comme, par exemple, le type de passeport qu'il serait opportun d'accorder aux membres de la délégation.

En février, le ministre des Affaires intergouvernementales, M. Claude Morin, exprimait quelques craintes face à l'éventualité d'un changement de gouvernement au niveau fédéral. Ainsi, le nouveau Premier ministre aurait pu retarder la signature des ententes indispensables pour faire de la délégation québécoise plus qu'un bureau commercial[23]. Quelques semaines plus tard, tout semblait être réglé et l'on parlait de la nomination éventuelle de M. Henri Dorion au poste de délégué général.

18. Christian CHARCOSSEY, *Le Devoir,* 22 février 1980, p. 18.
19. Jacques BOUCHARD, *La Presse,* 29 mars 1980, cité par *L'Argus,* 31 mars 1980, p. 6 s.
20. Gilles BOIVIN, *Le Soleil,* 22 janvier 1980, cité par *L'Argus,* 23 janvier 1980, p. 22s.
21. Ministère des Affaires intergouvernementales, *Québec Inter,* vol. 1, no 1, janvier 1980, p. 2.
22. *Ibid.,* p. 2.
23. Pierre VINCENT, *Le Soleil,* 13 février 1980, cité par *L'Argus,* 13 février 1980, p. 8.

Le rôle de la Maison du Québec à Mexico sera d'intensifier les échanges dans les domaines suivants: les transports publics, les communications, les échanges énergétiques, le tourisme, les relations de nature culturelle et éducative[24].

En janvier, le ministre des Affaires intergouvernementales, annonçait que des «Semaine du Québec» précéderaient, en février et mars, l'ouverture de la délégation, prévue pour les environs de Pâques. Ces semaines avaient pour but, essentiellement, de faire connaître le Québec au Mexique par diverses activités: conférences, expositions, etc.[25]. Notons que la première semaine du Québec se déroulait à l'École Normale supérieure du Mexique, à partir du 18 février. La deuxième semaine se déroulait à l'École Nationale préparatoire, à Mexico, alors que la troisième avait lieu, du 3 au 8 mars, à l'Université autonome de San Luis Potosi[26].

3 — LE VÉNÉZUELA

À la fin du mois de février, on apprenait que le ministre d'État au Développement économique, M. Bernard Landry, représenterait le Québec lors de l'inauguration de la délégation à Caracas. Cette délégation du Québec, à vocation essentiellement économique, doit être inaugurée vers la mi-avril. Le délégué général, M. Christian Latortue, est au poste depuis l'automne dernier[27].

E — Le Québec et l'Asie

Trois événements ont caractérisé les relations entre le Québec et l'Asie au cours de l'hiver. Nous les rapporterons dans l'ordre suivant: d'abord le séjour en Chine d'une mission commerciale québécoise, ensuite la tenue d'un séminaire sur les relations commerciales avec le Japon, enfin la tournée du ministre de l'Immigration, M. Jacques Couture, dans le Sud-Est asiatique.

1 — LA CHINE

Le 20 février, une mission commerciale, organisée par le ministère de l'Industrie et du Commerce, partait pour la Chine. La délégation, qui était composée de deux hauts fonctionnaires et de huit hommes d'affaires québécois, était dirigée par le sous-ministre du ministère de l'Industrie et du Commerce, M. Claude Descôteaux[28]. Après un séjour de 5 jours à Pékin, où les membres de la mission ont pu s'entretenir avec le ministre du Commerce extérieur, M. Li Quiang, la délégation québécoise se rendait à Changhaï et à Canton. Les discussions auraient porté principalement sur les possibilités d'assistance technologique dans les domaines de l'hydro-électricité et de l'électronique[29].

2 — LE JAPON

Au cours de la première semaine de mars, la délégation du Québec à Tokyo, organisait un séminaire sur les investissements japonais au Québec. L'initiative avait été prise en collaboration avec le ministère québécois de l'industrie et du Commerce. Le séminaire portait sur l'extraction des matières premières et l'utilisation de l'acier et du mica.

---

24. Paul BENNETT, *Le Soleil,* 1er mars 1980, cité par *L'Argus,* 3 mars 1980, p. 13.
25. Ministère des Affaires intergouvernementales, *op. cit.,* vol. 1, no 1, (janvier 1980), p. 2.
26. *Ibid.,* vol. 1, no 2 (février 1980), p. 3.
27. Paul BENNETT, *op. cit.,* cité par *L'Argus,* 3 mars 1980, p. 14.
28. *La Presse,* 19 février 1980, cité par *L'Argus,* 19 février 1980, p. 4.
29. *Le Soleil,* 28 février 1980, cité par *L'Argus,* 29 février 1980, p. 7.

Selon le communiqué officiel, la délégation québécoise au Japon a contribué, depuis 1973, à rééquilibrer la balance des échanges commerciaux entre le Québec et le Japon. Ainsi,

> Les exportations vers le Japon ont atteint en 1978 près de 300 millions de dollars alors qu'en 1974 le Québec était déficitaire de $ 200 millions avec ce pays[30].

3 — LE SUD-EST ASIATIQUE

En janvier, le ministre de l'Immigration, M. Jacques Couture, entreprenait une tournée de trois semaines dans le Sud-Est asiatique. Le but principal de son voyage était de visiter les camps de réfugiés et, à partir des observations faites, d'apporter éventuellement des améliorations à la politique québécoise d'accueil aux réfugiés[31].

Dès son arrivée, M. Couture avait des entretiens avec des représentants du gouvernement thaïlandais, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et du Comité international de la Croix-Rouge. À l'issue de ces rencontres, le ministre québécois qualifiait de fructueuses les discussions entamées sur le problème des réfugiés cambodgiens[32]. En Malaisie, M. Couture rencontrait le ministre de l'Intérieur, M. Tan Sri Syed Ahmad Shahabuddin. Cette fois, le ministre québécois recueillait des informations sur les Vietnamiens qui se sont réfugiés dans ce pays[33].

De plus, le ministre Couture se rendait, à titre humanitaire et privé, au Vietnam et au Cambodge. Dans ce dernier pays, M. Couture a pu s'entretenir avec M. Heng Samrin. Soulignons que M. Couture obtenait des autorités cambodgiennes l'assurance que

> des demandes de recherches de famille qui seront soumises par le Québec seront acceptées et dirigées par l'entremise de la Croix-Rouge kmère dans ce pays[34].

De retour au Québec, M. Couture annonçait que la politique d'accueil aux réfugiés favoriserait désormais la réunification des familles, tout en ouvrant la porte aux personnes handicapées ou malades[35]. Grâce à une collaboration du ministère de l'Immigration et du ministère des Affaires sociales, deux médecins et huit infirmières québécois s'envolaient, le 17 février dernier, pour le Cambodge et la Thaïlande. Ils oeuvreront dans le cadre du programme de secours d'urgence mis sur pied par le Comité international de la Croix-Rouge[36].

F — CHRONOLOGIE

Début janvier :

- Selon M. Jean Chapdelaine, conseiller du Premier ministre, le Festival d'été de Québec pourrait être caractérisé cette année par la participation de nombreux pays francophones. L'Agence de Coopération culturelle et technique pourrait même, éventuellement contribuer au financement du Festival.

19 au 27 janvier :

- M. Lucien Lessard, ministre des Loisirs, de la Chasse et de la Pêche, dirige la délégation québécoise à la dixième session annuelle de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays francophones.

---

30. Ministère des Affaires intergouvernementales, *Québec Inter,* vol. 1, no 3 (mars 1980), p. 2.
31. *Journal de Québec,* 7 janvier 1980, cité par *L'Argus,* 7 janvier 1980, p. 6.
32. *Le Devoir,* 17 janvier 1980, p. 20.
33. *Le Devoir,* 16 janvier 1980, p. 8.
34. Jules NADEAU, *La Presse,* 31 janvier 1980, cité par *L'Argus* 31 janvier 1980, p. 11s.
35. *Le Devoir,* 1er février 1980, cité par *L'Argus,* 1er février 1980, p. 6.
36. Yves LECLERC, *La Presse,* 18 février 1980, cité par *L'Argus,* 18 février 1980, p. 13.

Fin janvier :

- M. Claude Charron, leader parlementaire du gouvernement, dirige une délégation de cinq parlementaires. Ceux-ci doivent se rendre en Grande-Bretagne, en France et en Belgique, afin d'y étudier le fonctionnement des commissions parlementaires.

31 janvier et 1er février :

- Une conférence socio-économique sur le tourisme se tient à Trois-Rivières. M. Yves Duhaime, ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, prononce l'allocution d'ouverture. La conférence se veut le prolongement du sommet touristique qui s'est tenu à Sherbrooke à l'automne 1978.

février :

- M. Jean-Marc Léger, délégué général du Québec à Bruxelles, reçoit un doctorat honorifique de l'Université nationale du Zaïre. Les autorités zaïroises désiraient ainsi rendre hommage à celui, qui, en tant que secrétaire général de l'AUPELF, a contribué à la promotion de cette université.

18 février :

- M. Jacques Chirac, maire de Paris, déclare que la première réunion ordinaire de l'Association internationale des maires francophones, qui se tenait à Dakar, s'est avérée être un succès.

mars :

- Le ministère des Affaires intergouvernementales annonce qu'il organise un stage de perfectionnement à l'intention de professeurs de français. Ce programme sera réalisé pour la troisième année consécutive, et bénéficiera à une centaine de professeurs originaires de l'Amérique latine.

6 mars :

- Le Conseil municipal de Montréal est saisi d'une convention aux termes de laquelle le gouvernement du Québec se propose d'augmenter de $ 2,3 millions sa contribution aux Floralies internationales. Cette augmentation porte à $ 6,5 millions la contribution de ce gouvernement.

fin mars :

- Le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, M. Yves Duhaime, prend la parole devant un auditoire réuni à l'Université John Hopkins. Essentiellement, M. Duhaime évoque la santé économique du Québec actuel et ses perspectives d'avenir.

25 mars :

- Le ministre des Affaires intergouvernementales, M. Claude Morin, assiste à la conférence générale extraordinaire de l'Agence de coopération culturelle et technique qui se tient à Paris.

31 mars :

- Le ministre de l'Agriculture, M. Jean Garon, estime que le budget total des Floralies internationales ne devra pas s'élever au-delà de $ 9 millions.